



MISE EN ACCESSIBILITE PMR- (PHASE 2)
BATIMENTS UNIVERSITAIRES
(5 SITES)
TANNEURS- FROMONT- INGLESSI
RAPIN-DESTOUCHES



MAITRISE D'OUVRAGE
UNIVERSITE DE TOURS
60, rue du Plat d'Etain
BP 12050
37020 TOURS Cedex 1

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

de SECURITÉ Et de PROTECTION de la SANTÉ (PGCSPS)

N° d'affaire	Indice	Date/Motif	Coordonnateur
230566	C	10.12.25/ DCE Phase 2	Nicolas PATRY
Gestion des indices			
Indice	Date	Motif	Par
B	17.11.25	DCE Phase2	Nicolas PATRY
A	19.03.25 Site des Tanneurs	Batiment A /DCE/ EXE Lots 02-03	Nicolas PATRY

Table des Matières

PRÉAMBULE.....	4
1.1. RÉGLEMENTATION ET TEXTES OFFICIELS	4
1.2. LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE P.G.C.....	4
2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF CONCERNANT LE CHANTIER.....	5
2.1. PRÉSENTATION DU PROJET	5
2.1.1. Adresses, Situations et Accès des opérations	5
2.1.2. Description sommaire des travaux.....	5
2.1.3. Plans et Documents de référence	5
2.1.4. Environnement - Diagnostics réalisés avant travaux.....	5
2.1.5. Calendrier prévisionnel des travaux	6
2.1.6. Liste des Lots sollicités.....	6
2.1.7. Nombre prévisionnel d'entreprises et sous-traitants	6
2.1.8. Effectif prévisionnel global	6
2.1.9. Détermination du niveau du chantier	6
2.1.10. Déclaration Préalable	6
2.1.11. Présentation du Maître d'Ouvrage et acteurs décisionnaires ou consultatifs	7
2.2. COORDONNÉES DES ORGANISMES	8
2.2.1. Organismes de prévention	8
2.2.2. Organisme de secours	8
2.2.3. Organismes administratifs.....	8
2.2.4. Services concessionnaires	8
3. MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS	9
3.1. INSTALLATION COMMUNE ET ORGANISATION DU CHANTIER.....	9
3.2. PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER.....	10
3.3. BASE DE VIE ET CLÔTURE DE CHANTIER	11
3.4. ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	12
3.4.1. Généralités.....	12
3.4.2. Protection de l'environnement	12
3.5. MODALITÉS D'ACCÈS et LIVRAISON AU CHANTIER	12
3.5.1. Panneau de chantier.....	12
3.5.2. Visites d'inspection commune.....	12
3.5.3. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de La Santé (PPSPS).....	13
3.5.4. Responsabilité des entrepreneurs.....	13
3.5.5. Emploi de personnel intérimaire	14
3.5.6. Formation à la sécurité.....	14
3.5.7. Entreprises sous-traitantes.....	15
3.5.8. Emploi d'entreprises étrangères	15
3.5.9. Registres obligatoires sur le chantier	15
3.5.10. Aptitude médicale	16
3.5.11. Visites de chantier de personnes tierces.....	16
4. MESURES DE COORDINATION DE LA SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ	17
4.1. Spécificités et compléments d'informations communes aux entreprises	17
4.2. LES CONDITIONS DE MANUTENTIONS DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX ET MATERIELS	21
4.2.1. Manutentions manuelles.....	21
4.2.2. Appareil de levage/ Utilisation des Ascenseurs existants	21
4.2.3. Vérifications périodiques des engins de chantier	22
4.2.4. Accessoire de levage.....	22
4.2.5. Utilisation de treuils, palans, etc.	22
4.3. L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCÈS PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE GÉNÉRALE ;	23

4.3.1.	Protections collectives.....	23
4.3.2.	Utilisation d'Echafaudages	25
4.3.3.	Installation électrique.....	25
4.4.	LES MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	26
4.4.1.	Généralités.....	26
4.4.2.	Chutes d'objets.....	26
4.4.3.	Coactivité des tâches.....	26
4.4.4.	Mesures de sécurités spécifiques.....	26
4.5.	LES CONDITIONS D'ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX DANGEREUX UTILISES	27
4.5.1.	Produit et matériaux C.M.R. (Cancérogène Mutagène Reprotoxique)	27
4.5.2.	Amiante	28
5.	LES SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DESQUELLES EST IMPLANTÉ LE CHANTIER.....	30
5.1.	GÉNÉRALITÉS	30
5.2.	INTERFÉRENCES sur un SITE en exploitation	30
5.2.1.	Permis de feu.....	30
5.3.	RÈGLES PARTICULIÈRES DE SÉCURITÉ POUR CES TRAVAUX	31
6.	MESURES PRISES POUR ASSURER LA SALUBRITÉ ET LE BON ORDRE DU CHANTIER.....	32
6.1.	MESURES GÉNÉRALES.....	32
6.2.	CANTONNEMENT	32
6.3.	RÉSEAUX DIVERS.....	32
6.4.	ENTRETIEN DES VOIES DE CIRCULATION SUR LE CHANTIER.....	32
6.5.	CONTRÔLE D'ACCÈS.....	32
7.	PROCEDURES D'ORGANISATION DES SECOURS	33
7.1.	CONSIGNES DES PREMIERS SECOURS	33
7.2.	MOYENS DE PREMIERS SECOURS.....	33
7.3.	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE	33
7.4.	CONDUITE À TENIR EN PRÉSENCE D'UN BLESSÉ	33
7.5.	LISTE DES SECOURISTES PAR ENTREPRISES	33
7.6.	LISTE DU MATERIEL DE PREMIERS SECOURS PAR ENTREPRISE.....	34
7.7.	MESURES PRÉVUES POUR L'ÉVACUATION RAPIDE D'UN BLESSÉ.....	34
7.8.	AFFICHAGE OBLIGATOIRE RÉGLEMENTAIRE	34
8.	MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES	36
8.1.	MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT ET DE VALIDATION DES PLANS PARTICULIERS POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ (PPSPS)	36
8.2.	GESTION DES SOUS-TRAITANTS	37
8.3.	ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DOSSIER DES INTERVENTIONS ULTÉRIEURES (DIUO)	37
8.4.	PRINCIPES DE RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.....	37

PRÉAMBULE

Cette opération sera réalisée en prenant en compte la réglementation sur l'Hygiène, la Santé et la Sécurité sur les chantiers de bâtiment, de génie civil et de Travaux Publics.

Le présent Plan Général de Coordination est établi en application de la Loi n° 93.1418 du 31 Décembre 1993, du décret 94.1159 du 26 décembre 1994, et des décrets en découlant. Ces textes modifient les dispositions du code du travail applicables aux opérations dans le B.T.P.

La décomposition ci-dessous de la mission de Coordination Sécurité Santé (SPS) permettra à chacun des intervenants de mieux comprendre ces obligations concernant cette réglementation.

1.1. RÉGLEMENTATION ET TEXTES OFFICIELS

Textes officiels

Loi n° 93.1418 du 31/12/1993 (modificatif des dispositions du Code du Travail pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs du BTP).

Décret n° 94.1159 du 26/12/1994 (dispositions particulières relatives à la coordination de Sécurité Santé pour certaines opérations de Bâtiment et Génie Civil)

Décret n° 95-607 et 95-608 du 6/5/1995 (Travailleurs indépendants et leurs employeurs)

Décret n° 2003-68 du 26/01/2003 (modification de la Coordination SPS).

Arrêté du 25/02/03 (liste des travaux à risques particuliers).

Décret n° 95-543 du 4/5/1995 (CISSCT).

Décret n° 2003.68 du 24/1/2003 concernant les prescriptions relatives à la modification de la coordination de sécurité dans le B.T.P.

Arrêté du 25/02/2003 énonçant la liste des travaux à risques particuliers.

Circulaire n° 96.5 du 10 avril 1996 (rappel des caractéristiques de la transposition de la directive européenne 92/57 CEE).

(Liste non limitative...)

1.2. LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE P.G.C.

SPS	Sécurité et Protection de la Santé
RJ	Registre Journal de Coordination
PGC	Plan Général de Coordination
PPSPS	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
DIUO	Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage
DREETS	Inspection du Travail
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé du Travail
OPPBTP	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics

2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF CONCERNANT LE CHANTIER

2.1. PRÉSENTATION DU PROJET

2.1.1. Adresses, Situations et Accès des opérations

Université de Tours - site **des TANNEURS Bâtiments B C D**3, rue des Tanneurs 37041 Tours
Université de Tours - site **FROMONT**.....8, rue Fromont 37041 Tours
Université de Tours - site **INGLESSI Mémorial**.....11, rue Inglessi 37230 Tours
Université de Tours - site **RAPIN**.....6, rue Rapin 37000 Tours
Université de Tours - site **DESTOUCHES**62, rue Néricault Destouches 37000 Tours




2.1.2. Description sommaire des travaux

Les travaux ont pour objet la réalisation de la **phase 2** de la mise en accessibilité de l'ensemble des bâtiments désignés ci-dessus, selon **l'Agenda de l'Accessibilité Programmé**.
Ils portent sur la mise en œuvre des années 4 à 9 de l'Université de Tours.
Les travaux répondront à l'arrêté du 08 décembre 2014 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées situés dans un cadre bâti existant.
Liens descriptifs Travaux et Plans annexés au DCE & CCTP

2.1.3. Plans et Documents de référence

Pour pouvoir rédiger ce Plan Général de Coordination, le Coordonnateur SPS s'est servi du dossier DCE & CCTP Lot 00 commun - CCTP des Lots 01-02-03-04 - & Annexes

2.1.4. Environnement - Diagnostics réalisés avant travaux

OBJET	RAPPORT	CONCLUSIONS
AMIANTE	 UNIVTOURS_20240513_DAT 01 03 07 TANNEUR Batiment C D – FROMONT Batiment Principal	Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante. Se référer aux diagnostics qui seront joint au DCE LIEN AMIANTE
HAP	 UNIVTOURS_20240513_CAROT 00 - 01	Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été révélé de présence D'HAP au-delà de 50 mg/kg.
PLOMB	 UNIVTOURS_20240513_DAT 04 05 DESTOUCHES Bat RAPIN – Bat PRINCIPAL	Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré de matériaux et produits contenant du plomb. Se référer aux diagnostics qui seront joint au DCE LIEN AMIANTE & PLOMB 2
D.T. (réseaux)	N°DT : A transmettre au plus tard 3 mois avant le début des travaux Validité	Domaine Privé Pour tous travaux d'extérieure impactés par les opérations, des investigations seront réalisés si nécessaire en fonction du plan de recollement des réseaux existants à fournir dans le DCE Domaine Public Les entreprises établiront leur DICT en fonction de la DT avant leur démarrage de travaux - suivi d'un marquage Piquetage si nécessaire.
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	N° du Rapport	Sans objet
ETUDE GEOTECHNIQUE DES SOLS	N° du Rapport (G2)	Sans objet pour cette phase 2

2.1.5. Calendrier prévisionnel des travaux

Délai : -Planning non communiqué au DCE
Concertation au MOE à l'initiative du Maître d'Ouvrage
Date de démarrage : **2026 - 2027**

2.1.6. Liste des Lots sollicités

- Lot 01 : DESAMIANPAGE
- Lot 02 : TRAVAUX INTERIEURS
- Lot 03 : PLATEFORME ELEVATRICE
- Lot 04 : ASCENSEUR

2.1.7. Nombre prévisionnel d'entreprises et sous-traitants

04 entreprises & sous-traitants à confirmer

2.1.8. Effectif prévisionnel global

Effectif moyen prévisionnel : 10 personnes.

2.1.9. Détermination du niveau du chantier

Rappel :

Niveau 3 inférieur à 500 hommes / jours

Niveau 2 supérieur à 500 hommes /jours mais inférieur à 10 000

Niveau 1 supérieur à 10 000 hommes / Jours

Calcul du niveau sécurité du chantier :

Durée = x Mois x 21 Ouvrés = jours travaillés

Effectif moyen estimé = 8

Hommes jour estimé = = hommes / jours

Au regard du volume Hommes -jours, le chantier est classé en 2^{ème} catégorie au sens de l'article **R.4532-1** du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

2.1.10. Déclaration Préalable

(Arrêté du 7 mars 2008 - Art. L. 4532-1, 4532-2 et L.4533)

Elle est établie par le maître d'ouvrage. Sa diffusion doit intervenir 30 jours avant le démarrage des travaux vers :

- La DREETS / DDETS (Inspecteur du Travail dont dépend le chantier)
- La CARSAT (service prévention, risques professionnels)
- L'OPPBTP

Cette déclaration réglementaire dont le contenu est précisé par arrêté, sera affichée sur le chantier (tableau d'affichage) et sera mise à jour à réception des éléments complémentaires. (Entreprises, sous-traitants...).

2.1.11. Présentation du Maître d'Ouvrage et acteurs décisionnaires ou consultatifs

Maître d'Ouvrage



UNIVERSITE de TOURS

60, rue du Plat d'Étain - BP 12050 –

37020 Tours Cedex 1

Elodie VAN DEN BOOM

Service technique de l'immobilier - Chargée d'Opérations

✉ elodie.vandenboom@univ-tours.fr

☎ : 02 47 36 78 54 / 06 16 22 60 85

Maitrise d'œuvre



SOCOTEC SMART SOLUTIONS

6 Avenue Marcelin Berthelot - 44800 St HERBLAIN

Teddy TRAMIER

Directeur Agence Nantes

☎ 07 52 67 99 64

✉ teddy.tramier@socotecsmartsolutions.fr

Bureau de Contrôle



QUALICONSLT

22 rue de la Milletière - 37100 TOURS

Stephane DIOGO Chef de service

☎ 06 77 16 73 76

✉ stephane.diogo@qualiconsult.fr

Coordonnateur SPS



ATAE

Nicolas PATRY

Bureau de Tours

4 bis rue Paul Louis Courier

37000 TOURS

☎ 06 36 31 41 38

✉ npatry@atae.fr

Entreprises

Non connues à ce jour

Lots	Désignation	Entreprises
01	DESAMIANPAGE	
02	TRAVAUX INTERIEURS	
03	PLATEFORME ELEVATRICE	
04	ASCENSEUR	

2.2. COORDONNÉES DES ORGANISMES

2.2.1. Organismes de prévention

Organisme et Représentant	Adresse	N° Tél
DDETS Inspection du travail	8 rue Alexander Fleming 37027 Tours	02 47 31 57 01
CARSAT Service Prévention	36 Rue de Xaintrailles - CS44406 45044 Orleans Cedex 1	
OPPBTP	3 rue du Greffoir 45000 ORLEANS	02 38 83 96 47

2.2.2. Organisme de secours

Organisme	Adresse	N° Tél
POMPIERS		18
GENDARMERIE		17
S.A.M.U.		15
N° d'Urgence dans toute l'Europe		112
Centre des Grands Brûlés Nantes		02.40.08.73.04
HOPITAUX	CH Régional Universitaire de Tours Site Hôpital Gatien de Clocheville 49 bd Béranger 37000 Tours	02 47 47 47 47
	CH Régional Universitaire de Tours Site Hôpital Bretonneau 2 bd Tonnellé 37000 Tours	02 47 47 47 47
CENTRE ANTI-POISON	RENNES	02 99 59 22 22
	PARIS	01 40 37 04 04
	4 rue Larrey 49000 ANGERS	02 41 48 21 21
CLINIQUE DE LA MAIN	CH Régional Universitaire de TOURS 37044 Tours cedex	02 47 47 47 47

2.2.3. Organismes administratifs

Mairie

1 à 3 rue des Minimes 37926 - TOURS CEDEX 9

☎ 02 47 21 60 00

2.2.4. Services concessionnaires

Organisme et Représentant	Adresse	N° Tél
Direction Départemental des Territoires	Cité administrative du Cluzel 61, avenue de Grammont CS 74105 37041 Tours Cedex 1	02 47 70 80 90
FRANCE TELECOM	Urgence	1013
ENEDIS (ex ERDF)	Dépannage électricité	09 726 750 37
GRDF	Urgence sécurité gaz (7j/7)	0 800 47 33 33
Service de l'Eau SMAEP DE LA SOURCE DE LA CROSSE		02.47.59.74.98
METEO NATIONALE	Prévisions à 5 jours	08 36 68 12 34

3. MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS

3.1. *INSTALLATION COMMUNE ET ORGANISATION DU CHANTIER*

INSTALLATION DE CHANTIER

Objet	A la charge de
Autorisations administratives nécessaires <ul style="list-style-type: none"> • Occupation du domaine public • Modification du stationnement et de la circulation des véhicules autour de l'emprise • Modification de la circulation des piétons autour de l'emprise 	Lot 02
Plan d'installation de Chantier	Lot 02
Panneau de chantier Affichage des coordonnées des intervenants visibles sur la voie publique	Lot 02
Base vie - Sanitaires et WC -Vestiaires / Réfectoire Et ou Base vie autonome	Lot 02
Clôtures de Chantier / Signalisations	Lot 02
Électricité de chantier Alimentation principale Contrôle installation électrique	Lot 02
Électricité complémentaire (coffrets- éclairage) Contrôle installation électrique	Lot 02
Eau potable de chantier	Lot 02
Consignation des réseaux si nécessaire	Lot 02
Protections collectives / Individuelles	Chaque Entreprise
Gestion des déchets	Chaque Entreprise

Il n'est pas prévu la mise en place de compte prorata et il ne sera pas prévu la mise à disposition d'emplacement pour une benne de chantier ; les entreprises devront assurer le stockage et l'évacuation journalière de leurs déchets

3.2. PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux, le ou les plans d'installations de chantier prévus pour chaque phase principale de travaux seront présentés au CSPS.

Lors de cette période de préparation les entreprises transmettront au producteur du Plan d'installation de chantier, leur besoins (Container, Zone de stockage, aire d'assemblage, de grutage, fluides...)

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux

Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons ;

- L'implantation de la zone de cantonnements
- Le principe de circulations piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier, ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules chantier limité ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets collectifs et individuels ;
- L'implantation des zones de stockage qui devront être clôturées
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation des échafaudages etc

Ces plans seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.

Proposition de Plans - Selon les sites

A définir lors des Phases préparatoires.

3.3. BASE DE VIE ET CLÔTURE DE CHANTIER

La base de vie en fonction des effectifs devra être conforme à la fiche OPPBTP : H3 M02.95, elle sera mise en place préalablement à toute intervention concernant le démarrage du chantier, à savoir avant l'arrivée de la première entreprise ou suivant les préconisations (page 120) de l'aide-mémoire BTP réalisé par l'INRS et fourni gracieusement par les services prévention des CARSAT.

Idéalement une base vie Autonome pour un effectif de 8 personnes pourrait être installée
A DEFINIR LORS DE LA PREPARATION DE CHANTIER

TELEPHONE ET MOYEN D'ALERTE

Le téléphone de chantier sera le portable des entreprises en place.

ENTRETIEN DES INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER

Le nettoyage des installations de chantier sera effectué chaque fois que nécessaire.

L'entreprise devra établir un contrat de maintenance des sanitaires avec une entreprise habilitée, ce nettoyage devra s'effectuer conformément au code du travail.

Le matériel hygiénique et d'entretien devra toujours être à disposition sur site.

Le bureau de chantier sera régulièrement nettoyé, maintenu propre et rangé.

L'accès à la base de vie sera propre, praticable et entretenu en état.

Clôture de chantier- Balisage des Zones travaux

Les Zones travaux resteront parfaitement closes pendant les périodes d'absence de personnel sur le chantier et pendant les travaux de manière qu'aucune personne extérieure au chantier ne puisse s'introduire dans les zones de travaux.

Des panneaux “ **CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC** ” et “ **PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE** ” seront apposés nécessairement. Le chantier sera totalement clôturé (base vie et aire de stockage)

Cette clôture composée de grilles seront reliées les unes aux autres par 2 colliers anti-intrusion afin d'interdire toute intrusion de personne extérieure.

Cette clôture de chantier empêchera toute introduction de public sur les lieux de travaux, sur les aires d'évolution du matériel de chantier et les aires de stockage. Cette clôture sera lestée et contreventée de manière suffisante pour toute la durée du chantier

Cette clôture devra être mise en place avant le début des travaux.

3.4. ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

3.4.1. Généralités

Les entreprises devront laisser libre de passage tous les accès extérieurs au site ainsi qu'au chantier notamment pour les cas éventuels d'interventions des moyens de secours. En aucun cas, les accès, circulations, ou issues de secours ne devront être encombrés ou condamnés. Les entreprises devront disposer, à proximité des postes de travail, d'une trousse de premiers secours, et afficher les numéros de téléphone d'urgence et leurs PPSPS consultable sur site

3.4.2. Protection de l'environnement

Interdiction de rejeter dans les égouts, dans les propriétés voisines ou dans l'air toute substance ou gaz susceptible de polluer l'environnement.

3.5. MODALITÉS D'ACCÈS et LIVRAISON AU CHANTIER

Modalités d'accès des livraisons

L'approvisionnement des matériaux est sous la responsabilité de l'entreprise. L'entreprise communiquera à ses fournisseurs, s'il y a lieu, les règles à respecter sur le site de l'opération. La durée de stationnement des véhicules de livraison sur le site doit être minimisée au maximum et ne gêner aucunes circulations des usagers , occupants et élèves

Signalisation, balisage des zones de chantier et de stockage impératif

3.5.1. Panneau de chantier

Conformément à la législation en vigueur et dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, toutes les entreprises traitantes et sous-traitantes, devront faire apparaître leur dénomination sociale, et leurs coordonnées complètes sur un panneau visible depuis la voie publique.

L'entreprise doit la fourniture et la pose de ce panneau de chantier. Celui-ci comprendra les informations suivantes :

- Identités de toutes les entreprises intervenantes y compris les sous-traitants
- Les coordonnées du Maître de l'Ouvrage, des Maîtres d'œuvre, du bureau de contrôle et du Coordonnateur SPS
-

3.5.2. Visites d'inspection commune

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

L'entreprise titulaire du marché à l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant

La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS, en application de l'article R.4532-13.

L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.

Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- Les consignes à observer et à transmettre,
- Les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

3.5.3. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de La Sante (PPSPS)

Les entreprises désignées par le Maître d'Ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier, en application des articles L.4532-8 et L.4532-9.

Les modes opératoires intégrant les mesures de sécurité envisagées :

Nous rappelons à l'entrepreneur de l'obligation de faire signer son PPSPS par ses employés afin qu'il respecte scrupuleusement les règles inscrites.

Le PPSPS doit être sur site avec les employés.

Le PPSPS peut être diffusé par mail au CSPS.

Le PPSPS de l'entreprise titulaire DOIT être diffusé à l'ensemble de ses sous-traitants.

Le PPSPS spécifique à chaque chantier doit être gardé 5 ans par l'entreprise.

En cas d'absence de visite d'inspection commune et/ou de non remise du PPSPS avant le démarrage de ses travaux, en accord avec le Maître d'ouvrage, une pénalité de 200 euros par jours calendaire depuis le début de ses travaux sera appliquée à l'entreprise.

3.5.4. Responsabilité des entrepreneurs

Les entrepreneurs travaillant sur le site sont responsables en ce qui concerne leur personnel, de l'application des consignes de Sécurité exigées par la réglementation en vigueur et complétées par des mesures particulières décidées par le Coordonnateur de Sécurité.

Les entrepreneurs doivent procéder en accord avec le Coordonnateur et, conformément à la législation du travail, aux installations nécessaires à la protection de la santé et à l'hygiène de leur personnel.

Depuis le début des prestations jusqu'à leur achèvement, les entrepreneurs doivent prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent pour éviter les accidents et les maladies professionnelles, en tenant compte particulièrement de la présence simultanée sur le chantier de divers entrepreneurs.

L'entreprise mettra en œuvre les mesures prévues à l'article L.4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention :

- *Éviter les risques ;*
- *Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;*
- *Combattre les risques à la source ;*
- *Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production ;*
- *Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;*
- *Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;*
- *Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;*
- *Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;*
- *Donner les instructions appropriées aux travailleurs.*

En tout état de cause, l'entrepreneur garde la pleine responsabilité des accidents pouvant survenir à l'occasion de son activité sur le chantier, à son personnel, ainsi qu'à ceux des tiers.

3.5.5. Emploi de personnel intérimaire

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- Le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a bien été délivré,
- L'intéressé est en règle au point de vue carte de travail ou de séjour,
- L'intéressé a reçu le matériel de protection individuelle,
- Sa mission doit être conforme à l'article L1251-1 à 1251-38 du code du travail.

3.5.6. Formation à la sécurité

Il est rappelé à toutes les entreprises que la formation du personnel à la sécurité est obligatoire (selon article 4425-6 du code du travail)

Cette formation comprend :

- 1° Les risques pour la santé et les prescriptions en matière d'hygiène ;
- 2° Les précautions à prendre pour éviter l'exposition ;
- 3° Le port et l'utilisation des équipements et des vêtements de protection individuelle ;
- 4° Les modalités de tri, de collecte, de stockage, de transport et d'élimination des déchets
- 5° Les mesures à prendre pour prévenir ou pallier les incidents ;
- 5° La procédure à suivre en cas d'accident.

Ces informations sont à dispenser à l'ensemble du personnel arrivant sur le chantier ou qui change de poste ou de technique ainsi que l'ouvrier qui reprend son travail après un arrêt de 21 jours ou plus.

3.5.7. Entreprises sous-traitantes

Toutes les entreprises sous-traitantes devront obtenir l'agrément du maître de l'Ouvrage avant leurs interventions

Le contrat de sous-traitance sera établi conformément à la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

- L'entrepreneur adjudicataire du lot doit remettre le PGC et son PPSPS à son sous-traitant.
- Le sous-traitant a 30 jours pour établir son PPSPS à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur. Ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre n'entraînant pas de risque particulier.
- Le sous-traitant effectuera une visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS avant le démarrage de ses travaux

Les travailleurs indépendants, prestataires, louageurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier sont assujettis :

- A l'obligation de remettre au coordonnateur SPS un PPSPS
- Au respect des décrets n° 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995

Le plan Général de Coordination leur est applicable en totalité

3.5.8. Emploi d'entreprises étrangères

Les entreprises étrangères intervenantes devront avoir en permanence sur le chantier une personne parlant et lisant couramment le Français. L'objectif principal est de permettre l'appel des secours en cas d'urgence et de faciliter les relations avec les autres intervenants.

Tout étranger, pour exercer à temps plein ou à temps partiel une activité professionnelle salariée, doit être titulaire d'une autorisation de travail en cours de validité.

Les entreprises devront traduire leur PPSPS dans la langue du personnel employé ainsi que dans la langue française

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal et lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs.

Les employeurs seront tenus de respecter le décret n° 2015-364 du 30 mars 2015 précisant :

- les obligations des employeurs établis hors de France détachant des salariés en France en matière de déclaration préalable de ce détachement,
- les obligations de désignation d'un représentant en France
- les obligations de conservation des documents à présenter en cas de contrôle. (sur le lieu de travail)

3.5.9. Registres obligatoires sur le chantier

Les entreprises tiendront à jour sur le chantier les registres et documents réglementaires relatifs à la prévention : (art. L4711-1 à 4711-2)

- Copie du registre unique du personnel
- Le registre d'observation
- Le registre de sécurité

3.5.10. Aptitude médicale

L'ensemble du personnel devant intervenir sur le chantier devra être reconnu « apte médicalement » et avoir subi les visites médicales et les vaccinations obligatoires liées à l'exercice de la profession, ainsi que celle exigée par le médecin du travail.

3.5.11. Visites de chantier de personnes tierces.

Le nombre de visiteurs admissibles sur le chantier fera l'objet d'un accord entre le Maître d'Ouvrage et la Maîtrise d'œuvre, le coordonnateur et les différentes entreprises.

Seules les personnes autorisées pourront accéder au chantier.

Tout visiteur sera, en permanence, accompagné tant qu'il restera dans l'enceinte du chantier.

L'entrepreneur ne pourra faire visiter le chantier sans l'accord du Maître d'œuvre concerné.

4. MESURES DE COORDINATION DE LA SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

4.1. SPECIFICITES ET COMPLEMENTS D'INFORMATIONS COMMUNES AUX ENTREPRISES

- Affichage de prévention :

L'entreprise du **Lot 02** doit faire apposer sur le chantier une affiche indiquant : les noms et adresses des organismes officiels de sécurité, les numéros de téléphones d'appel en cas d'urgence la localisation de leur chantier. Point PRS à définir le cas échéant

L'entreprise veillera à afficher un panneau signalant le respect du port des EPI.

- Installations électriques provisoire Coffrets

Elles doivent respecter, notamment les prescriptions des décrets et la norme C15-100.

Installation Electrique provisoire de chantier - L'entreprise titulaire à obligation de faire effectuer les vérifications règlementaires par un organisme agréé ou personnel habilité et de transmettre **un PV de conformité, elle doit également réaliser la consignation des circuits encore sous tension si nécessaire à la bonne réalisation de certains travaux.**

- Travaux en hauteur :

L'utilisation d'une échelle comme poste de travail est à proscrire. Privilégier l'utilisation de PIRL type Gazelle, plateforme sécurisée et d'une surface de travail acceptable ou à l'aide d'un échafaudage

Pour l'échafaudage (PV de conformité de montage et mise à disposition seront à transmettre par l'entreprise **utilisatrice**

Toute intervention en hauteur est subordonnée à autorisation avec mise en place : d'un balisage au sol de la zone dominée par l'intervention, la mise en place d'un dispositif d'ancrage pour l'emploi de harnais en cas de protection individuelle, les entreprises privilégieront les protections collectives, aux protections individuelles .

- Pas de travailleur isolé.

Les travaux effectués par un personnel isolé ou hors horaire devront obligatoirement faire l'objet d'une demande spécifique. **Horaires de travail acceptés les sites des opérations : M : 8h00 –**

12h00 AP : 13h00 17h00 à confirmer

- Protections individuelles et collectives

Les entreprises ont à leur charge la fourniture, la mise en place et la maintenance des équipements de protection collectives pendant toute la durée sur leurs travaux en cours et leurs interventions ultérieures . Les entreprises mettront également en place les moyens règlementaires de protections individuelles adaptées aux risques inhérents aux travaux. Un rappel de leurs utilisations sera fait par l'entreprise. Cela s'applique en particulier aux moyens de protections correspondants aux travaux à effectuer :

Casque, gants de manutention

Chaussures de sécurité, lunette de protection etc...etc...

EPI adaptés au manipulation et mise en œuvre de matériaux et produits dangereux.

- **Habilitation du personnel :**

Le personnel effectuant des travaux à risques particuliers devra être habilité suivant la réglementation en vigueur (électrique, conduite d'engin, etc.). Les attestations et autorisations de conduites seront fournies sur demande aux organismes de prévention Dirrecte -Carsat- Oppbtp.

- **Modalités d'accès – identification des zones d'installation de chantier et de stockage :**

Les entreprises établiront un plan d'Installation de chantier et définir les zones de stockage éventuelles
Accès à la zone de travaux

Le port du casque et des chaussures de sécurité est obligatoire pour pénétrer dans la ou les zones de travaux. Le personnel intervenant sur le chantier doit porter en évidence le nom ou le logo de son entreprise sur son casque ou ses vêtements de travail. A défaut, il doit pouvoir présenter une carte professionnelle **CARTE BTP** (ou tout autre document) prouvant son appartenance à l'entreprise. Pour les visiteurs, seules les personnes dûment autorisées peuvent accéder au chantier.

1- Modalités d'accès des livraisons

L'approvisionnement des matériaux est sous la responsabilité de l'entreprise. L'entreprise communiquera à ses fournisseurs, s'il y a lieu, les règles à respecter sur le site de l'opération. La durée de stationnement des véhicules de livraison sur le site doit être minimisée au maximum et ne gêner aucunes circulations des occupants

2- Signalisation, balisage des zones de chantier et de stockage

Fléchage pour indiquer le chemin d'accès pour accéder à la zone de travaux en cours si nécessaire
Panneau mentionnant le port des EPI obligatoire et du casque obligatoire - Chantier interdit au public

Les zones dangereuses à l'intérieur et extérieur du chantier (Ex : Zones de stockage) seront à matérialiser, à clôturer et éclairées suffisamment (Zone de stockage parking) Non défini à ce jour

Signalisation sur la voie de circulation avec précision du chantier et des circulations d'engins le cas échéant.

- **Gestion des Déchets et produits dangereux ! A LA CHARGE DE CHAQUE ENTREPRISE !**

Respect des règles de protection de l'environnement du site

Nettoyage de la zone de travaux journalière et à la fin des travaux

Utilisation de matériaux recyclable (si possible)

Evacuation réglementaire des déchets en centre de tri agréé, en particulier ceux soumis à un suivi de contrôle de déchets (**Evacuation individuelle à la charge de chaque entreprise**)

- **Permis de feu**

Chaque entreprise devant faire un point chaud, soudure, meulage, étanchéité etc. doit signer un permis feu avec le maître d'ouvrage (ou personne compétente du site). Pour rappel un permis feu doit être effectué tous les jours pour chaque lieu d'intervention afin d'y déterminer les risques et les protections à mettre en place.

Il sera signé entre le Maître d'ouvrage en fonction et la procédure interne appliquée et par l'entreprise devant intervenir.

Toute intervention au chalumeau ou autre pouvant provoquer des risques incendie par conduction, l'opérateur devra IMPERATIVEMENT vérifier les risques de conduction possible AVANT intervention et de prendre les dispositions nécessaires en fonction des travaux à effectuer.

Tout point chaud devra être observé pendant 2 heures afin de s'assurer qu'aucune conduction thermique n'est en cours dans les parties mitoyennes au point chaud.

Cette intervention est sous la seule responsabilité de l'entreprise qui est sachant et du maître d'ouvrage qui connaît les risques de son bâtiment existant et non du CSPS.

Le CSPS devra recevoir une copie de ce permis feu pour information

Les entreprises sont tenues de se conformer aux clauses d'exécution générales remises à sa commande CCTP, aux conditions générales de **sécurité spécifiques au site** ainsi qu'aux dispositions définies dans les documents remis lors de **l'établissement des plans de prévention ou de la Visite d'Inspection Commune.**

Le présent document ne diminue en rien les responsabilités et les devoirs des entreprises envers leurs salariés.

En cas d'accident touchant leurs salariés, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles elles doivent rendre compte, les entreprises doivent en informer le chef de l'établissement - MOA MOE et CSPS

Les chefs des entreprises concernées s'engagent à faire connaître à l'ensemble de leurs salariés les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour y remédier, notamment les dispositions figurant dans le PGCSPS.

Les chefs des entreprises concernées doivent montrer à leurs salariés :

les voies à emprunter pour accéder au lieu d'intervention et le quitter

les voies à emprunter pour accéder aux locaux sanitaires , vestiaires réfectoires mis à leur disposition ainsi que les issues de secours.

Les chefs des entreprises concernées s'engagent à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations et autorisations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à **une entreprise sous-traitante.**

- **Sous-traitant**

Tout sous-traitant doit être déclaré auprès du chef de l'organisme utilisateur, et la procédure d'inspection commune préalable doit être réalisée.

Des visites inopinées hebdomadaires seront organisées par le CSPS et réunions hebdomadaires par le MOA et MOE afin de surveiller les dispositions générales et particulières prises dans le présent document RJ

Les autorisations et habilitations des personnels travaillant sur le chantier pourront être vérifiées lors de ces inspections

Tout manquement au **Plan Général de Coordination** et de prévention, par les entreprises concernées pourra entraîner une suspension du chantier prononcée par le MOA ou MOE .

Nous rappelons également à chaque entreprise que les travaux sont réalisés en **site occupé**

Généralités Sécurité - Principes de chantier en site occupé

Les entreprises devront procéder à un état des lieux selon les objectifs et le planning transmis par le MOE. et donc de diagnostiquer les contraintes particulières de leur chantier et de leurs travaux à réaliser .

Les entreprises appliqueront donc les pratiques de chantier « occupé » :

- Penser à informer régulièrement les occupants qui peut être dérangés voire déroutés par la présence du professionnel ou la nature des travaux (bruits, poussières, encombrements...)
- **Ponctualité** - respecter vos engagements en matière de délais et d'horaires, indiquer bien votre arrivée et votre départ. Prévenir de son arrivé et être à l'heure.
- Prendre le temps d'expliquer la nature des travaux réalisés et en préciser les inconvénients (**bruits, poussières, coupures de courants...**) => Protection des sols – des circulations empruntées- des escaliers=> **des protections par bâchages seront mis en place**)
- Eviter d'encombrer les espaces de circulation où les personnes occupants se déplacent (couloir, escalier) pour éviter le risque de chute de plain-pied => baliser votre zone d'intervention
- **Nettoyer et ranger régulièrement votre chantier Intérieur et extérieur (Journalier)**

4.2. LES CONDITIONS DE MANUTENTIONS DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX ET MATERIELS

4.2.1. Manutentions manuelles

Les entreprises limiteront, et privilégieront les moyens de manutention mécanique.

Les manutentions manuelles doivent être limitées à la charge de 35Kg maximum et figurées dans les PPSPS de chaque entreprise.

4.2.2. Appareil de levage/ Utilisation des Ascenseurs existants

Tous **les appareils de levage** et de manutention ne peuvent pénétrer sur le chantier que s'ils ont été examinés et contrôlés dans les conditions prévues par la réglementation. Leur accès est soumis à la présentation du carnet spécial consignait les résultats d'épreuves, examens et inspection prévues par la réglementation. Tout engin non en règle sera refoulé. A cet égard il ne sera admis sur le chantier que les engins de levage accompagné d'un rapport de vérification et d'épreuve sans réserve

En cas de location, l'entrepreneur utilisateur de l'appareil loué doit exiger la remise du certificat de conformité et s'assurer auprès du loueur que les vérifications avant mise en service et les vérifications générale périodiques ont été bien effectuées. Si ces vérifications ont été assurées régulièrement depuis la date de mise en service, l'entrepreneur doit uniquement faire procéder à l'examen d'adéquation et à l'examen de l'état de conservation prévus par la réglementation.

Mise à disposition des ascenseurs existants sur les sites

L'organisation de la mise à disposition des ascenseurs aux entreprises sera suivie par le MOE en concertation avec la MOA

Lors des réunions préparatoires en présence du CSPS cette possibilité sera évoquée elle permettra de vérifier l'adéquation entre les moyens utilisés et les résultats attendus.

Une convention fixera les **conditions d'utilisation** par les entreprises. Elle devra préciser les moyens de prévention à mettre en œuvre et prescriptions à respecter suivantes :

- Veiller à ne pas dépasser la **charge maximale** prévue par le fabricant de l'ascenseur.
- Mettre en place **les protections cabine** nécessaires pour ne pas endommager l'ascenseur.
- Une **protection spécifique du seuil** et **des portes** sera également installée en cas de roulement de matériel de manutention.

Le cout, la mise en œuvre des protections complémentaires et provisoires seront à la charge du **Lot 02 en charge des installations** de chantier et ou des entreprises utilisatrices

Toute dégradation sera prise en charge par l'entreprise déficiente .

4.2.3. Vérifications périodiques des engins de chantier

Tout moyen de levage, grue fixe, grue mobile, élévateur, treuil, appareils, utilisé sur le chantier devra avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires.

La mention de la validité de ce contrôle, doit être consignée sur les registres de sécurité tenus sur le chantier et présentés au CSPS à sa demande.

Le chef d'entreprise utilisateur d'appareils loués devra s'assurer auprès du loueur que les vérifications périodiques ont bien été effectuées avant mise en service.

L'utilisation des engins de levage est interdite tant que les éventuelles réserves n'ont pas été levées. Mention des levées de réserves seront portées sur les registres et rapports de contrôle correspondants.

En cas de démontage et de remontage sur le site, la vérification lors de la remise en service comprend :

L'examen d'adéquation

L'examen de montage et l'installation

L'examen de l'état de conservation

L'épreuve statique

L'épreuve dynamique

4.2.4. Accessoire de levage

Les conditions d'emploi de ces accessoires devant rester conformes à la notice d'instruction du fabricant. Chaque accessoire de levage doit comporter obligatoirement un n° d'identification et d'indication de la charge nominale d'utilisation.

Le personnel s'assurera de la conformité et maintien en état du matériel, élingues, sangles etc. avant leurs utilisations.

Le personnel devra avoir suivi une formation pratique sur les procédures liées à l'élingage des charges

4.2.5. Utilisation de treuils, palans, etc.

a) L'utilisation de ces appareils doit apparaître à l'établissement du PPSPS avec le détail d'utilisation et de fixation.

b) Un registre de sécurité propre à l'appareil doit être ouvert par l'entreprise utilisatrice.

Une réception par un organisme agréé doit être faite, avant la mise en service. Le PV de contrôle doit être communiqué au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS.

c) Si ces appareils sont fixés à un relevé béton, à une poutre béton ou métallique, en sous face de dalle, etc., une note de calcul doit être faite et un accord de l'entreprise ayant réalisé l'ouvrage qui servira de support doit être obtenu.

d) Si ces appareils sont déplacés et utilisés dans des conditions semblables, l'entreprise utilisatrice doit mentionner au registre les dates et lieux de montages et démontages. Ces opérations de déplacement seront réalisées par le même responsable et le registre signé par cette personne.

FIXATIONS DE MOYENS DE LEVAGE SUR LES OUVRAGES

Les entreprises souhaitant se servir de l'ouvrage comme support d'accrochage devront en faire la demande écrite au MOE.

Si cette possibilité était retenue, elle nécessiterait une étude de résistance de la part du bureau d'études structure, l'accord du MOE et du coordonnateur.

Il en est de même pour les recettes qui seront adaptées aux charges à recevoir et ne pourront recevoir ces charges sans un accord technique du MOE.

4.3. L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCÈS PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE GÉNÉRALE ;

4.3.1. Protections collectives

Chaque entreprise est totalement responsable de l'organisation de la sécurité et de la protection, de son personnel en cas d'intervention sur un secteur ou zone non protégé ou à risque.

En cas de situation de danger grave et imminent, toute personne se doit de faire suspendre les travaux ou l'opération en cours jusqu'à la suppression du ou des dangers évidents.

Le délit de mise en danger ou de non-assistance, est sévèrement puni par la loi.

Toutes les entreprises intervenantes utiliseront un personnel habilité, formé et compétent.

Le port EPI est obligatoire.

L'ensemble des postes de travail en hauteur seront équipés de protections collectives.

Ces protections seront propres aux risques de l'activité de l'entreprise, mais aussi doivent tenir compte des risques importés émanant des entreprises en Coactivité.

Les employés des entreprises s'engagent à respecter le PGC ci-dessous ainsi que le PPSPS de leur entreprise.

Les escabeaux doivent comporter une plate-forme de travail avec garde-corps périphérique.

Pour rappel les échelles ne sont pas des postes de travail

Des protections collectives seront mises en place sur toutes les zones exposées à des risques de chutes

Les solutions collectives seront prioritaires sur toutes les solutions individuelles. Exemple : garde-corps au lieu de harnais.

Les solutions de protections collectives visent à une obligation de résultat. L'entreprise responsable des protections mettra tous les moyens nécessaires (humains et matériels) à la remise en place et à l'entretien de la totalité des protections collectives pendant toute la durée des travaux.

L'entreprise mettant en place des protections collectives, s'assurera de la conformité de celles-ci notamment sur leur structure, leur stabilité, leurs ancrages, et leurs efficacités à retenir la chute d'un homme

Les protections collectives seront étudiées avec le coordonnateur, elles seront efficaces et permanentes. Leur entretien sera assuré par l'entreprise désignée.

Tout déplacement, modification, devra être signalé aux autres entreprises, faire l'objet d'une information notée au registre journal.

L'entreprise ayant procédé à ces changements engagera sa responsabilité.

Leurs mises en place ne devront pas gêner l'activité et la continuité du chantier et du site

Dès la période de préparation, l'entreprise mettant en place les protections collectives, étudiera avec les autres entreprises concernées, les caractéristiques et implantation des protections envisagées.

L'objectif étant de préserver dans l'espace et le temps, la continuité de ces protections, et notamment lors de chaque tâche, et jusqu'à la mise en sécurité de la zone définitive.

* Gardes corps conformes

► L'entreprise devra la protection contre les chutes de hauteur dans le bâtiment en construction. Celle-ci sera assurée soit par la construction, soit par un garde-corps provisoire. Dans ce dernier cas, il y a lieu de mettre en place des garde-corps conformes à la norme NF EN 13374. (Suivant la fiche OPPBTP B1 F 08 20)

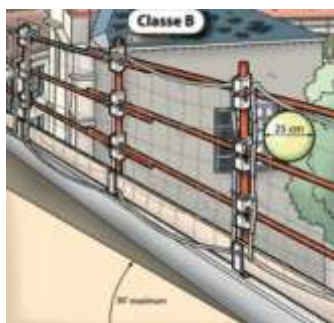
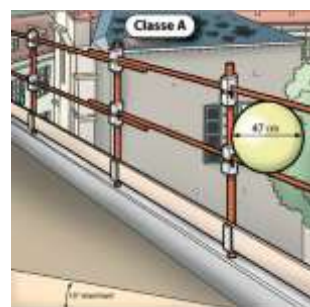
Le garde-corps sera muni

- D'une lisse Haute situé à 1 m (1m10) du plan de travail – Celles-ci seront continu
- D'une Plinthe de 15 cm – Celles-ci seront continu (espace de moins de 2cm)
- D'une lisse ou protection intermédiaire (suivant la classe du garde-corps)

Les garde-corps périphériques temporaires spécifiés dans la norme NF EN 13374 +A1 se déclinent en trois classes différentes suivant la pente de la surface de Travail :

Les garde-corps de **classe A** peuvent être utilisés lorsque l'angle d'inclinaison de la surface de travail par rapport à l'horizontale est inférieur à 10°

Lorsqu'une lisse intermédiaire est prévue, une sphère de 470 mm de diamètre ne doit pas passer à travers le dispositif de protection



Les garde-corps de **classe B** peuvent être utilisés lorsque l'angle d'inclinaison de la surface de travail par rapport à l'horizontale est inférieur à :

- 30° sans limitation de hauteur de chute ;
- ou 60° et que la hauteur de chute est inférieure à 2 mètres

Une sphère de 250 mm de diamètre ne doit pas pouvoir passer à travers toute ouverture

S'il n'y a pas d'acrotère nous exigeons la mise en place d'un échafaudage de bas de pente (norme NF EN 13374).

Si un acrotère est présent alors les garde-corps provisoires devront être mis en place

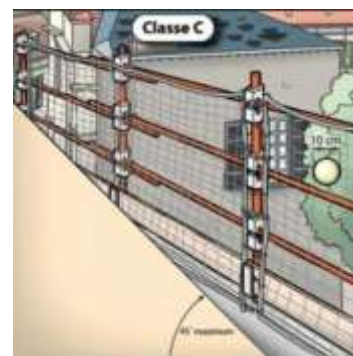
Enfin la mise en place d'un cheminement pour les compagnons durant les travaux de type échelle plate ou échelle en caoutchouc avec marche

Et si la hauteur entre le chéneau et le faitage est supérieure à 3 mètres ou si l'inclinaison de la toiture est supérieure à 25° alors une ligne de vie au faitage doit être mise en place afin de retenir toute chute de personne en plus des gardes-corps en bas de pente

Les garde-corps de **classe C** peuvent être utilisés lorsque l'angle d'inclinaison de la surface de travail par rapport à l'horizontale est compris entre:

- 30° et 45°, sans limitation en termes de hauteur de chute ;
- ou 45° et 60°, et que la hauteur de chute est inférieure à 5 mètres

Une sphère de 100 mm de diamètre ne doit pas pouvoir passer à travers toute ouverture.



4.3.2. Utilisation d'Echafaudages

Pour les postes de travail en hauteur, les entreprises devront installer un échafaudage.

L'échafaudage de pied devra répondre à la double Norme 12810 et 12811, aux exigences du décret du 01 septembre 2004 et de la Recommandation CNAM R 408 du 10/06/2004.

Tous les échafaudages seront conformes aux réglementations et normes en vigueur.

Tout matériel non révisé et ne pouvant assurer son rôle par manque de garanties de mise en sécurité du personnel sera immédiatement interdit d'accès et évacué du site.

Il ne sera pas admis sur le site de montages mixtes de moyens d'élévation (assemblage de matériel de plusieurs marques d'échafaudages).

Les échafaudages tubulaires seront obligatoirement montés par des équipes spécialisées et compétentes et contrôlés avant utilisation suivant une procédure de type " contrôle externe " (vérification formalisée par un P.V. et effectuée par un spécialiste ne faisant pas partie de l'équipe de montage). A défaut, le coordonnateur SPS pourra exiger la vérification par un organisme agréé.

Les entreprises privilégieront les échafaudages du type MDS, de catégorie 1 uniquement, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

La charge maximale pouvant être posée par plateau sera OBLIGATOIREMENT inscrite de manière visible sur chaque Echafaudage afin d'en informer chaque utilisateur.

Chaque entreprise utilisatrice de l'échafaudage se doit de vérifier le bon affichage du PV de réception AVANT toute utilisation.

L'entreprise mettant en place l'échafaudage devra s'assurer de sa conformité. Le PV de vérification sera consigné dans le registre de sécurité, et le PV de réception sera affiché, ainsi que les conditions d'utilisation

4.3.3. Installation électrique

Toutes installations électriques seront conformes au décret du 14/11/88 modifié, à la Norme NFC 15.100, et à l'aide-mémoire BTP INRS ED790.

Elles seront contrôlées par un organisme agréé.

- Au début du chantier (avant mise en service)
- Tous les ans
- A chaque modification ou extension

Une copie des rapports de vérification sera tenue à disposition dans le bureau de chantier et une copie sera envoyée au CSPS.

Toutes les armoires électriques de chantier devront être cadenassées, et protégées par des disjoncteurs haute sensibilité (30mA), seul un personnel habilité aura accès aux armoires électriques.

4.4. LES MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

4.4.1. Généralités

a) **Les travaux en superposition sont formellement interdits**, en l'absence de dispositions particulières le permettant.

Les zones se trouvant dans cette situation sont gelées provisoirement ou équipées de protections lourdes adaptées aux risques (auvents, tunnels de circulation, etc.).

Ces travaux seront détaillés et explicités dans le PPSPS de l'entreprise concernée.

b) Les travaux dans les zones de grande hauteur font l'objet d'une description détaillée des moyens et de la méthodologie retenue pour l'exécution des tâches dans le PPSPS.

Il ne sera autorisé aucun travail sans ce préalable.

4.4.2. Chutes d'objets

Il est de la responsabilité de tout entrepreneur de prévenir la chute d'objets pendant la réalisation d'une tâche par l'un de ses salariés.

Tous les moyens de préventions doivent être mis en place à cet effet : auvent, filet, platelage, plinthes sur échafaudage, dispositifs d'interdiction d'accès de la zone à risque, mise en sécurité de l'outillage individuel par dragonne...

4.4.3. Coactivité des tâches

a) Toutes les dispositions doivent être prises, pour éviter la programmation de travaux en coactivité dangereuse.

b) En situation de Coactivité, les mesures de protections doivent être prises par l'entreprise qui crée les risques et ceci en accord avec les entreprises environnantes (PPSPS).

c) Il est nécessaire de prendre en compte le risque de projection lors des travaux vis-à-vis du domaine public. C'est pourquoi l'entreprise devant effectuer ces travaux devra décrire lors de la VIC puis dans son PPSPS comment elle compte limiter et réduire le risque de projection et si celui-ci persiste les moyens mis en œuvre afin qu'aucun élément ne tombe sur le domaine public.

S'il est constaté que les mesures prévues aux PPSPS ne sont pas respectées ou insuffisantes, une consigne d'arrêt immédiat sera signifiée à l'entreprise.

d) Des risques de maladies professionnelles pouvant résulter de Coactivités, **il est impératif que soient mis en place et détaillés dans le PPSPS les moyens de ventilation, de mise hors d'air, de prévention contre les bruits, la poussière, l'émanation de gaz ou vapeurs toxiques...**

4.4.4. Mesures de sécurités spécifiques

Tous les Lots intervenant devront notamment :

- Les protections collectives par garde-corps rigides et filets sur tous les travaux où le personnel est exposé à un risque de chute de hauteur
- Les moyens de manutention adaptés aux charges à manipuler,
- Le lestage de tous les éléments légers pouvant s'envoler (tôle, isolant, etc.),
- Les moyens d'accès au poste de travail parfaitement sécurisés pour le personnel,
- Le balisage de toutes zones à l'aplomb des travaux en hauteur
- Le port du harnais pour les interventions ponctuelles avec risque de chute où la protection collective n'est pas utilisable.

- Les moyens d’approvisionner chaque étage avec utilisation de plateformes roulantes,
- Le rangement et la propreté des travaux avec évacuation journalière des déchets
- L’ensemble des signalisations par panneaux d’affichage de sécurité (danger, risque d’électrocution),
- La présence obligatoire d’un extincteur à proximité du poste de travail lors de travaux avec risque d’incendie (production d’étincelles),

4.5. LES CONDITIONS D’ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX DANGEREUX UTILISES

4.5.1. Produit et matériaux C.M.R. (Cancérogène Mutagène Reprotoxique)

Le Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail (articles R4412-1) à imposer la prise en compte du risque lié à l'utilisation d'agents chimiques.

Il appartient à chaque chef d’entreprise de faire un état exhaustif des risques chimiques engendrés par leurs activités et d’intégrer dans leur PPSPS les moyens retenus pour leurs salariés ainsi que les autres entreprises intervenantes sur le chantier.

Une signalisation adaptée sera notamment mise en place dans les zones présentant un risque et/ou des mesures de prévention particulières doivent être mises en œuvre.

Les produits seront parfaitement identifiables par des étiquettes réglementaires. Avant utilisation des produits une évaluation des risques sera réalisée par l’entreprise. La fiche de données de Sécurité sera mise à disposition du personnel. Les mesures de prévention, en ce qui concerne notamment la manipulation, le stockage seront décrites dans le PPSPS et respectées par le personnel sur le chantier

4.5.2. Amiante

Des rapports de repérage amiante avant travaux (RAAT) ont été réalisés. Il a été repéré des produits ou matériaux contenant de l'amiante.

Rappel : L'entreprise réalisant des travaux de désamiantage doit être certifiée par un organisme accrédité par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC).

Certification 1552 « Traitement de l'amiante »

ATTENTION : une mesure « point 0 » sera obligatoirement réalisée avant toute intervention dans chacune des zones dans lesquelles de l'amiante aura été identifiée.

Tous les matériaux contenant des fibres d'amiante, présents dans les bâtiments, seront repérés par l'entreprise en charge des travaux, y compris curage dans les volumes concernés, au moyen d'une étiquette adhésive ou au moyen d'un marquage à la bombe de peinture avec identification par le symbole **(A)**, **avant toute intervention dans le bâtiment – pré curage, curage, etc.**

L'entreprise en charge des travaux devra le remplacement, autant que nécessaire, de ces étiquettes, en cas de décollement ou de disparition, et la mise à jour du marquage et de l'identification à l'avancement des travaux de curage.

TRAVAUX intervenant en SS3

Pour les opérations de retrait :

- L'entreprise de désamiantage devra établir un plan de retrait.
- Ce plan sera soumis à l'avis du médecin du travail, du CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel. Il sera transmis 1 mois avant le démarrage des travaux à l'Inspecteur du Travail, à la CARSAT et à l'OPPBTP.
- Tous les moyens seront mis en place, pour que seules les personnes autorisées accèdent aux zones de désamiantage.
- Les éventuels travaux en sous-section 4 feront l'objet d'une note méthodologique détaillée.
- L'alimentation en eau des sas et de la base vie d'approche sera réalisée par l'entreprise en charge des travaux.
- L'entreprise en charge des travaux effectuera l'alimentation électrique de ses installations de façon séparée, depuis le coffret mis à disposition par l'entreprise en charge de l'alimentation électrique de chantier.
- Cette installation sera secourue; la mise en œuvre d'un groupe autonome de puissance adaptée est à la charge de l'entreprise en charge des travaux.
- L'entreprise en charge des travaux implantera ses déprimogènes de façon à minimiser les nuisances sonores vis-à-vis des autres intervenants, comme vis-à-vis des tiers (passants, voisinage).

La liste du personnel (formé et apte médicalement) sera mise à disposition sur le site. Les zones de stockage des déchets devront être parfaitement clôturées et signalées.

L'entreprise transmettra les résultats des mesures de restitution avant intervention des autres entreprises. Les mesures de restitution 1 (mesures de « fin de chantier amiante ») seront établies par l'entreprise en charge des travaux.

Une mesure de restitution après déconfinement sera réalisée par le Maître d'Ouvrage, avant poursuite des travaux. Les mesures de restitution 2, avant restitution des locaux aux occupants, sont à la charge du Maître d'Ouvrage, en application du Code de la Santé Publique.

Les contrôles visuels sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Ils seront effectués aux dates définies d'un commun accord avec l'entreprise en charge des travaux, dates proposées au Maître d'Œuvre au moins 15 jours avant intervention du contrôleur visuel. L'entreprise de désamiantage devra fournir au Maître d'ouvrage les bordereaux de suivi des déchets contenant de l'amiante.

TRAVAUX intervenant en SS4

En cas d'intervention sur les produits :

- Les modes opératoires seront transmis, au CSPS, ainsi que le justificatif d'envois aux services de la DREETS
- Toutes les mesures seront mise en place pour éviter toute propagation de poussières, en dehors des zones en travaux,
- Les affichages réglementaires seront mis en place.

En cas de découverte de nouveau produit contenant de l'amiante en cours de chantier, il conviendra de mettre en place les mesures ci-dessus avant la poursuite des travaux. Les travaux pourront être arrêtés si nécessaire sur décision du maître d'œuvre exécution

5. LES SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DESQUELLES EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

5.1. GÉNÉRALITÉS

L'entreprise a en charge le balisage général du chantier afin de le rendre clos et indépendant vis-à-vis de l'existant. Tous travaux devant être effectués en dehors de ce périmètre est sous la responsabilité de chaque entreprise avec son obligation de balisage, de réduction des nuisances et du maintien propre pendant et après son intervention.

5.2. INTERFÉRENCES SUR UN SITE EN EXPLOITATION

Une réunion de concertation devra être organisée, avec le gestionnaire de l'établissement, afin de gérer les risques importés et exportés, notamment lors des accès et livraison

TRAVAUX EN SITE OCCUPÉ

La circulation des tiers et occupants dans le bâtiment doit se faire librement. Pour cela, les consignes suivantes doivent être respectées :

1. Balisage pour les évacuations du site et affichage du plan d'évacuation
2. Séparation des flux entre les utilisateurs de l'établissement et les activités du chantier
3. Stockage de matériel interdit dans les circulations et couloirs
4. Portes de sas non fermées à clé et équipées de moyens antipanique
5. Nettoyage des circulations et contrôle permanent de la bonne tenue des protections (baies, trémies...)
6. Libre circulation pour accéder aux postes de travail
7. Protection contre les chutes d'objet, au droit des façades et parois grandes hauteurs, par des auvents de protection.

Liste non exhaustive.....

5.2.1. Permis de feu

Chaque entreprise devant faire un point chaud, soudure, meulage, étanchéité etc. doit signer un permis feu avec le maître d'ouvrage (ou personne compétente du site). Pour rappel un permis feu doit être effectué tous les jours pour chaque lieu d'intervention afin d'y déterminer les risques et les protections à mettre en place.

Il sera signé entre le Maître d'ouvrage en fonction et la procédure interne appliquée et par l'entreprise devant intervenir.

Toute intervention au chalumeau ou autre pouvant provoquer des risques incendie par conduction, devra IMPÉRATIVEMENT vérifier les risques de conduction possible AVANT intervention et de prendre les dispositions nécessaires en fonction des travaux à effectuer.

Tout point chaud devra être observé pendant 2 heures afin de s'assurer qu'aucune conduction thermique n'est en cours dans les parties mitoyennes au point chaud.

Cette intervention est sous la seule responsabilité de l'entreprise qui est sachant et du maître d'ouvrage qui connaît les risques de son bâtiment existant et non du CSPS.

Le CSPS devra recevoir une copie de ce permis feu pour information.

5.3. RÈGLES PARTICULIÈRES DE SÉCURITÉ POUR CES TRAVAUX

Sécurité en dehors des heures travaillées

Chaque soir et chaque fin de semaine, un responsable de l'Entreprise travaillant sur site, devra s'assurer que toutes les protections sont parfaitement en place (fermeture de la clôture de chantier / coupure électrique des installations / signalisations / protections collectives en place, etc.

Si nécessaire, un gardiennage du site en dehors des heures de travail sera demandé par le Maître d'Ouvrage.

Il est également impératif que soient conservés en permanence et maintenus en service :

- Les circulations d'accès des services de secours (extérieur et intérieur)
- Alimentation en eau des bornes d'incendie
- Alimentation en électricité des réseaux sécurité
- Voies d'évacuation des bâtiments
- Alimentation en eau sanitaire
- Éclairage / éclairage de sécurité
- Circuits de ventilation mécanique
- Évacuations EU/EP

Les entreprises concernées devront faire toutes les Demandes d'Intention de Travaux (DICT) auprès des Services concessionnaires, Services Techniques de la Mairie et la Maîtrise d'Œuvre, avant tout début d'intervention de façon à vérifier systématiquement la présence de réseaux existants dans une zone proche des futurs travaux.

L'entreprise du Lot "Terrassement / VRD" devra faire ces demandes d'Intention de Travaux (D.I.C.T.) au minimum deux semaines avant le démarrage de ces travaux de terrassement. Elle communiquera au Coordonnateur SPS un double de ces demandes.

6. MESURES PRISES POUR ASSURER LA SALUBRITÉ ET LE BON ORDRE DU CHANTIER

6.1. MESURES GÉNÉRALES

Les entreprises tiendront le chantier et les zones mises à leur disposition dans un parfait état d'ordre et de propreté de façon à garantir la sécurité et la qualité requise pour ces travaux. Le nettoyage sera quotidien avec gestion et transport des déchets dans une décharge agréée.

L'Entreprise devra, dans le cas où ces consignes ne seraient pas tenues, faire nettoyer les lieux aux frais du défaillant.

6.2. CANTONNEMENT

L'Entreprise devra prévoir dans son marché la fourniture des consommables (savon, essuie-mains, papier toilette, poubelles etc.)

Les locaux du cantonnement et les sanitaires seront nettoyés (au minimum chaque semaine) par du personnel désigné par cette entreprise.

6.3. RÉSEAUX DIVERS

L'Electricité, l'eau et les réseaux d'évacuation (EU) semblent, à priori, disponibles à proximité des travaux.

6.4. ENTRETIEN DES VOIES DE CIRCULATION SUR LE CHANTIER

L'objectif principal étant de limiter les chutes de plain-pied

Un nettoyage journalier par balayage et grattage sur les cheminements piétons, et routiers sera effectué par les entreprises polluantes. En fin de semaine le nettoyage sera complété par un lavage. Aucun entreposage ou stockage de matériaux, matériel et rebus ne seront tolérés sur ces voies de circulation y compris à l'intérieur des bâtiments.

6.5. CONTRÔLE D'ACCÈS

L'entreprise consignera, au quotidien, sur un registre conservé dans le bureau de chantier, son effectif sur le site et la liste nominative du personnel présent au jour le jour.

Le Coordonnateur SPS et les organismes de prévention devront avoir accès en permanence à ce registre.

L'ensemble du personnel de chantier portera un signe distinctif sur un vêtement ou sur son casque afin de l'identifier.

7. PROCEDURES D'ORGANISATION DES SECOURS

7.1. CONSIGNES DES PREMIERS SECOURS

A afficher dans le bureau de chantier.

En cas d'accident, prévenir d'urgence :

- La gendarmerie locale,
- L'hôpital ou les Sapeurs-Pompiers,
- Le chef d'entreprise ou le responsable sécurité de l'entreprise de la victime,
- Le Coordonnateur SPS.

IMPORTANT → le responsable de l'entreprise devra prévenir de l'accident : l'inspection du travail, la CARSAT, l'OPPBTP, le Maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur SPS le plus rapidement possible (maximum : 12 h).

7.2. MOYENS DE PREMIERS SECOURS

Sur le chantier, il doit y avoir en permanence :

- Au moins 1 (UN) titulaire du brevet de secourisme du travail pour 20 salariés toutes entreprises confondues,
- Une trousse de premiers secours facilement accessible et entretenue (dans le bureau de chantier et une trousse par entreprise),
- Un local abrité pour porter les premiers soins au blessé.

7.3. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

- Afficher la liste des secouristes du travail dans le bureau de chantier,
- Pouvoir identifier rapidement les secouristes (ex. : signe distinctif sur le casque),
- Prévoir en permanence un secouriste minimum sur le site pour 20 (VINGT) personnes.

7.4. CONDUITE À TENIR EN PRÉSENCE D'UN BLESSÉ

Protéger la victime à 2 niveaux :

Physiologique : En soustrayant la victime à une exposition prolongée à l'origine de l'accident ou pouvant aggraver son état. Toute manutention ne doit être qu'impérative et réalisée selon les conditions très spécifiques.

Psychologique : En mettant la victime à l'abri des « curieux » et des éléments pouvant la stresser.

7.5. LISTE DES SECOURISTES PAR ENTREPRISES

Chaque entreprise devra fournir au Coordonnateur SPS la liste nominative des secouristes du travail présents sur le site. Cette liste sera affichée sur le chantier (bureau de chantier).

Il devra y avoir en permanence un minimum de 1 (UN) secouriste sur ce chantier pour 20 (VINGT) personnes.

7.6. LISTE DU MATERIEL DE PREMIERS SECOURS PAR ENTREPRISE

Chaque entreprise devra avoir disponible sur le site le matériel de premiers secours à demeure comprenant au minimum (fiche prévention A5 F 02 10 OPPBTP) :

7.7. MESURES PRÉVUES POUR L'ÉVACUATION RAPIDE D'UN BLESSÉ

Après avoir prévenu le CHU ou les pompiers et leur avoir expliqué clairement la situation de l'accidenté, le chef de chantier ou le secouriste devra :

- Envoyer quelqu'un au-devant des secours pour les diriger,
- Ne pas couper la communication avec les secours, attendre que le correspondant raccroche,
- Laisser quelqu'un auprès du téléphone avant l'arrivée effective des secours (sauf si téléphone portable).

7.8. AFFICHAGE OBLIGATOIRE RÉGLEMENTAIRE

Consignes de sécurité

Les consignes de sécurité sur l'ensemble du chantier seront affichées dans le bureau de chantier et les vestiaires du personnel. Ces consignes seront lisibles par tout le personnel travaillant sur ce chantier.

- Rappel :
- 1° Liste des numéros d'appels d'urgence
 - 2° Consignes de premiers secours
 - 3° Les gestes de premiers secours
 - 4° Liste des secouristes présents sur le chantier
 - 5° Liste du personnel présent sur le site

OPPBTP
Organisation des
Pompiers de
Bretagne

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui,
après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18

Pompiers

112

Centre d'appels secours

15

Samu

et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)

N° Rue

en face de

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident...

(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)

... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...)

... et s'il y a nécessité de dégagement.

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point

pour guider les secours.

6 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leurs noms doit être affichée sur le chantier**. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.



AT A.01.06

8. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES

8.1. MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT ET DE VALIDATION DES PLANS PARTICULIERS POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ (PPSPS)

Les PPSPS, établis suivant le Guide pratique OPPBTP, comporteront notamment l'analyse rigoureuse des processus de travail :

- a) Analyse détaillée des procédés et modes opératoires impliquant la sécurité et la santé des travailleurs,
- b) Définition des risques prévisibles en découlant,
- c) Définition des mesures de protections collectives retenues,
- d) À défaut, de façon exceptionnelle, définition des mesures de protections individuelles retenues,
- e) Définition des modalités du contrôle de l'application des mesures de prévention,
- f) Définition des modalités du contrôle de l'entretien des moyens matériels prévus, (grues, pelleteuse, monte-charges...),
- g) Mesures prises pour permettre les adaptations particulières (éventuellement nécessaires) des protections collectives.

L'analyse distinguera les risques induits :

- Par l'activité des autres entreprises,
- Par les caractéristiques du chantier ou de son environnement (circulation, exploitation dangereuse...)
- Par les processus de travail de l'entreprise elle-même vis-à-vis des autres intervenants.
- Par les processus de travail de l'entreprise vis-à-vis de ses propres salariés.
- L'entrepreneur utilisera le cadre ci-joint pour l'analyse des tâches, suivant la méthode des 5M, et établira une fiche pour toutes les tâches nécessitant une description précise de la méthode de mise en œuvre.
- Le PPSPS mentionnera également les modalités d'accueil sur le chantier du personnel (y compris le personnel intérimaire et les travailleurs indépendants).
- L'entrepreneur titulaire, chargé du lot Gros œuvre , ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers adressent avant toute intervention leur PPSPS à l'Inspecteur du Travail, à la CARSAT et à L'OPPBTP accompagné, s'ils sont déjà donnés, des avis du médecin du travail et du CHSCT (ou Délégués du personnel).
- Ils adressent également les exemplaires nécessaires au coordonnateur SPS pour diffusion aux autres entreprises sur ses demandes au fur et à mesure des désignations.

Un exemplaire à jour du PPSPS est tenu en permanence sur le chantier.

Les PPSPS peuvent être consultés par les membres du CHSCT (ou Délégués du personnel), le médecin du travail, les inspecteurs du travail, de la CARSAT et de l'OPPBTP.

En outre, l'entrepreneur tient le PPSPS constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail et le conserve pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

RAPPEL IMPORTANT :

La réalisation de l'inspection commune et la remise de son PPSPS constituent les préalables incontournables de tout début d'intervention de chaque entreprise sur le chantier.

Il importe, par conséquent, de les programmer au mieux en fonction de l'avancement global des travaux.

Pour ce faire, chaque entreprise informera le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS, le plus tôt possible, de la date de son début d'intervention et en tous cas au moins 15 jours à l'avance.

8.2. GESTION DES SOUS-TRAITANTS

L'attention des entreprises titulaires du marché est attirée sur le fait qu'elles devront prendre en compte les modalités décrites au 7.1 ci-avant et le délai de 30 jour prévu, afin de déposer en temps opportun auprès du Maître d'Ouvrage les dossiers de demande d'agrément pour permettre la réalisation de l'inspection préalable et la remise du PPSPS de leurs sous-traitants avant la date d'intervention prévue.

En tout état de cause, seuls les sous-traitants, préalablement autorisés par le maître d'œuvre et ayant diffusé un PPSPS (ou identifiés et intégrés dans le PPSPS de leur donneur d'ordre), peuvent intervenir sur le chantier

L'entreprise titulaire du marché devra communiquer à son sous-traitant le PGC ainsi que les mesures d'organisation générale qu'elle aura retenues (PPSPS, etc.)

Les modalités d'accueil des travailleurs indépendants sont identiques à celles prévues pour le propre personnel de l'entreprise.

8.3. ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DOSSIER DES INTERVENTIONS ULTÉRIEURES (DIUO)

Les entreprises communiqueront en fin d'opération, en plus du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et dans les conditions et formes demandées, tous documents " de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures (Accès - Notices des installations Techniques - etc.).

8.4. PRINCIPES DE RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra immédiatement au Coordonnateur SPS tout accident du travail en prenant en compte les travaux sous-traités survenus sur le chantier. Tout accident fera à partir des éléments précis fournis par l'entreprise l'objet d'une analyse du CSPS et de l'entreprise. Des solutions concrètes et les corrections nécessaires seront mises en place par l'ensemble des acteurs afin que ce type d'accident ne se reproduise plus.